

Faute de financements, les espaces santé jeunes et les points d'accueil écoute jeunes sont menacés

Par Vivien Vergnaud - 26 mai 2010

Les réseaux nationaux regroupant les espaces santé jeunes (ESJ) et les points d'accueil écoute jeunes (PAEJ) réclament à l'Etat, depuis la fin avril, des crédits *"le plus rapidement possible"* sous peine de voir fermer certaines structures dès le mois de juin.

"Pour pouvoir continuer à assurer nos missions de service rendu au public, il est indispensable que nous recevions nos enveloppes budgétaires complètes", écrivaient-ils ainsi au président de la République le 26 avril dernier, rappelant qu'ils ne pouvaient pas non plus poursuivre leurs missions avec une réduction de leurs moyens.

"La situation se généralise"

"Nos enveloppes budgétaires nous sont d'habitude notifiées en février", a expliqué au site des ASH Verena Sabatino, présidente de la Fédération des espaces santé jeunes et directrice de l'ESJ d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). *"Mais avec la réorganisation territoriale, les budgets de certains ESJ n'ont pas été notifiés et pour d'autres, il a été expliqué qu'il fallait attendre des arbitrages financiers"*, a-t-elle ajouté.

"Nous avons eu une première alerte en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dès le mois de février, puis en région Centre. Et on se rend compte que la situation se généralise au niveau national", a-t-elle précisé.

Or ces dotations de l'Etat, via la ligne budgétaire des budgets opérationnels de programme (BOP) 177, destinée à la prévention de l'exclusion et à l'insertion des personnes vulnérables, représentent de 20 à 50 % de l'ensemble des budgets des ESJ et presque la totalité de ceux des PAEJ.

350 emplois menacés

"Nous n'avons aucune visibilité sur nos crédits car nous savons déjà que nous allons subir une baisse sur les actions de prévention santé comme celles traitant du suicide des jeunes, la toxicomanie, les jeunes en insertion, l'interruption volontaire de grossesse, les grossesses non désirées et plus généralement les actions d'éducation à la sexualité en milieu scolaire", a poursuivi Verena Sabatino.

En outre, la trentaine d'ESJ présents en France, créés il y a 15 ans, et la centaine de PAEJ, mis en place en 1980, accueillent 400 à 600 jeunes chaque année par structure. Rien qu'en PACA, 40 000 adolescents et jeunes adultes âgés de 12 à 25 ans viennent voir ces professionnels. Quelque 150 emplois (psychologues, médecins, travailleurs sociaux, juristes, infirmiers, médiateurs familiaux mais aussi secrétaires, directeurs, agents d'accueil, etc.) sont menacés dans les ESJ et 200 dans les PAEJ.

"Ce ne sont pas nos compétences qui sont remises en cause. Il s'agit juste d'un problème de

moyens. Pour nous, les conséquences sont dramatiques", a jugé la présidente de la Fédération des espaces santé jeunes.

La DGCS évoque des "tensions" sur ces budgets

Du côté de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), on se veut moins alarmiste : *"Nous n'avons pas observé de baisse significative de l'enveloppe globale des crédits sur le programme financier 177 qui sert à financer ces structures", nous a répondu l'administration. "En revanche, il est vrai que ce programme est soumis à des tensions et doit chaque année obtenir des arbitrages budgétaires au niveau national et local", selon la DGCS. Ainsi, en l'attente de ces arbitrages, certains services régionaux de l'Etat ont différé leurs financements. "Nous envisageons de rappeler à ces régions les termes de la circulaire du 12 mars 2002 qui demandait de verser des acomptes dès le début de l'année, et de compenser le retard dès que possible", a enfin annoncé la direction générale de la cohésion sociale.*

•